

PFETSCH, Frank et Christoph ROHLOFF. *National and International Conflicts 1945-1995, New Empirical and Theoretical Approaches*. Londres, Routledge, 2000, 281 p

Alice Landau

Volume 33, numéro 1, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704389ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704389ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Landau, A. (2002). Compte rendu de [PFETSCH, Frank et Christoph ROHLOFF. *National and International Conflicts 1945-1995, New Empirical and Theoretical Approaches*. Londres, Routledge, 2000, 281 p]. *Études internationales*, 33(1), 168–171. <https://doi.org/10.7202/704389ar>

clarification par les États démocratiques de critères autorisant l'aide à un groupement politique ou une population. Ce chapitre final vient ainsi éclairer les motivations de cette recherche mais ne dissipe pas pour autant les quelques problèmes inhérents à ce travail.

Le premier et non le moindre étant l'organisation du propos qui confine à un puzzle : lorsque l'auteur soulève une question – par exemple celle du monopole de la violence dans les États modernes qui est corrélé avec l'extériorisation des conflits, notamment les deux guerres mondiales – il ne l'explique souvent que sous un angle spécifique, ici la forme des institutions étatiques, en rapport avec le sujet du chapitre. Or, dans l'exemple donné, il vient immédiatement à l'esprit que le nationalisme est un des facteurs principaux de guerres... dont il a effectivement parlé trois chapitres plus tôt.

À chaque chapitre, le lecteur se sent un peu frustré également par deux autres traits de l'ouvrage. En premier lieu, la relative déhistorisation des exemples, empilés et lapidairement restitués les uns derrière les autres. On ne saura ainsi jamais ce qu'il faut penser ni comment expliquer le fait que « dans certains pays, l'intervention des militaires dans la politique intérieure a été précédée d'une utilisation répressive de l'armée par un gouvernement civil » (p. 161). Ce qui renvoie au second problème, celui de la collecte des faits qui relèvent largement de la description à partir des catégories d'analyse forgées par les groupes en lutte eux-mêmes. Il parle ainsi des « Serbes », « Bosniaques », « Rwandais », etc., autant

d'identités forgées dans la lutte et qui ne recouvrent pas les mêmes réalités suivant les époques, sans parler de leur condition d'apparition. En lieu et place d'une démarche relationnelle et plus intégrée – que l'on souhaiterait établie par les rapports conceptuels entre problèmes pour éviter de prendre la réalité sociale pour une réalité immédiatement sociologique – l'auteur se livre à une démarche littéralement clinique, plate à force de vouloir être neutre, confuse à force de vouloir séparer les éléments traités et contestables dans sa méthode à force de fuir la théorisation nécessaire à toute enquête.

On voit bien là les limites de la démonstration très généraliste de l'ouvrage, et ce malgré le courage et l'obstination que l'auteur met à rendre compte des types de guerres civiles existants.

Daniel MEIER

Assistant à l'IUED, Genève

### **National and International Conflicts 1945-1995, New Empirical and Theoretical Approaches.**

PFETSCH, Frank et Christoph ROHLOFF.  
Londres, Routledge, 2000, 281 p.

Le vingtième siècle qui, selon Hobsbawm, a été un siècle court, se caractérise, selon Frank Pfetsch et Christoph Rohloff, par trois périodes : une période de maximisation du pouvoir, de prestige et d'influence. Une période de bipolarité marquée par une confrontation entre les deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS et la dernière période, qui débute dans les années soixante-dix, marquée par l'émergence des compagnies trans-

nationales et des organisations non gouvernementales. Ce qui ne veut pas dire que les États ne continuent pas d'être les principaux acteurs des relations internationales. Les conflits ont été moins nombreux entre 1969 et 1973 avant le choc pétrolier et après la décolonisation de l'Afrique, lorsque les superpuissances ont connu une période de détente et entre 1985 et 1987, pendant la deuxième période de détente entre les deux superpuissances. Cet ouvrage tombe on ne peut mieux. La destruction du World Trade Center à New York et les bombardements sur l'Afghanistan jettent une lumière particulière sur l'ouvrage qui donne un aperçu exhaustif des conflits mondiaux. Il tire ses sources de KOSIMO une base de données créée à l'Université de Heidelberg.

Bien des théories ont postulé que les conflits n'étaient pas une activité naturelle de l'homme. Kant affirme que les démocraties ne se font pas la guerre. En revanche, si effectivement elles ne se font pas la guerre, elles peuvent entrer en guerre avec d'autres types de régime, notamment les régimes non démocratiques, et les grandes puissances, les États-Unis, la France ou la Grande-Bretagne ont eu certainement bien des raisons d'entrer en conflit avec d'autres États. Il reste vrai que les démocraties sont dotées d'un plus grand nombre d'instruments pour gérer leurs conflits internes, notamment grâce à des pratiques participatives et que les régimes stables sont moins belliqueux. Selon Holsti, les États faibles connaissent plus de conflits que les États plus forts, autoritaires ou légitimes. La guerre froide a connu moins de conflits. La dissuasion nucléaire maintenait une certaine paix. Selon Huntington, les

futures guerres seront des guerres de civilisation, mais il y a autant de conflits au sein des civilisations qu'entre elles. Les institutions internationales et les régimes renforcent la coopération entre les États. Les normes et les règles de conduite stabilisent sans doute le système international. Par exemple, l'OTAN a contribué à maintenir la paix entre la Grèce et la Turquie.

Le vingtième siècle a été le témoin de guerres moins nombreuses, mais plus meurtrières. Le monde a connu 661 conflits qui vont des conflits latents, aux crises non violentes, des crises sévères aux guerres. Les frontières et le territoire sont de loin les enjeux les plus communs des conflits suivis par les conflits qui portent sur les ressources qui sont moins violents. Les conflits de décolonisation, d'indépendance nationale, ethniques, religieux, régionaux ou idéologiques risquent davantage de dégénérer en conflits violents. Environ un tiers des conflits sont non violents mais 134 États ont au moins expérimenté un conflit politique violent ; dix à vingt États sont responsables de la majorité des conflits ou du moins sont actifs. La distribution géographique est claire. Depuis 1945, 90 % des États du Moyen-Orient et du Maghreb ont participé à des conflits violents alors que 76 % des États subsahariens ont été impliqués dans des conflits ; 40 États asiatiques et 24 États dans le continent américain. Mais ceux-ci se sont toujours conscrits en dessous du seuil de la guerre. Les États européens ne sont pas restés en lice : 82 % de ces États ont été engagés dans des conflits internes ou internationaux mais ceux-ci ont été,

contrairement aux autres dans d'autres continents, non violents. Le Moyen-Orient / Maghreb est la région qui a subi le plus de conflits suivie par l'Afrique subsaharienne, l'Asie / Océanie, l'Europe et l'Amérique. Dans ce dernier continent, trois conflits seulement sont survenus, le premier avec la séparation du Québec du Canada, le second entre le Canada et la France sur les Îles de Saint-Pierre et Miquelon et le troisième entre le Canada et les États-Unis sur les frontières du golfe du Maine. On pourrait ajouter le conflit récurrent sur la pêche du saumon entre le Canada et les États-Unis ou entre le Canada, le Portugal et l'Espagne et la destruction du World Trade Center par Oussama Ben Laden le 11 septembre. Ce serait un conflit d'un genre nouveau entre un pays et un collectif religieux sans frontières. Mais, les potentialités existent comme les émeutes raciales à Los Angeles dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix en témoignent.

Bien des conflits sont en dehors de la sphère d'intérêt des grandes puissances et ils n'interviendront guère pour essayer de désamorcer le conflit si celui-ci ne cadre pas avec leurs intérêts. Les conflits à la périphérie ont tendance à durer plus longtemps par négligence ou parce que les grandes puissances les ignorent. Le conflit le plus long a été celui entre le Japon et l'URSS au sujet des Îles Kouriles, celui entre la Norvège et l'URSS (Spitzbergen), entre le Canada et la France sur Saint-Pierre et Miquelon (de 1975 à 1992) et celui entre la République fédérale d'Allemagne et la DDR sur la séparation. La plupart des conflits se résolvent en

moins d'un an et ne durent pas plus longtemps que 10 ans. La guerre du Congo est une exception. On peut considérer que le conflit a commencé peu de temps après l'indépendance avec l'assassinat de Lumumba. Laurent Kabila a toujours réclamé l'hérédité de Lumumba.

Les causes des conflits sont multiples. Des conflits violents peuvent survenir entre un État ou un gouvernement et une opposition interne ou entre un groupe et un État faible. La globalisation économique privilégie les guerres de ressources plutôt que les conquêtes militaires. Celles-ci sont en constante augmentation alors que les guerres sur les frontières n'ont cessé de diminuer. La guerre du Congo est un exemple illustratif. Les guerres restent des exceptions, mais 41 % se terminent sans solution et débouchent bien souvent sur d'autres conflits. Même les guerres d'indépendance n'ont pas débouché sur une solution quant à l'installation d'un gouvernement légitime.

Les auteurs ne trouvent aucune relation entre la fin de la guerre froide et le développement des conflits contrairement à d'autres études qui révèlent la multiplication des conflits dans les ex-républiques soviétiques. Frank Pfetsch et Christoph Rohloff ont raison de souligner que toutes les révolutions dans les États d'Europe centrale et orientale ont été pacifiques et que 49 incidents seulement ont été causés par un conflit Est-Ouest. L'ouvrage souligne enfin le besoin de conduire d'autres recherches empiriques qui tiennent compte de la psychologie individuelle, des caractéristiques culturelles et géographiques. Il est dommage que le livre nous laisse

un peu sur notre faim sur la résolution des multiples conflits mondiaux.

Alice LANDAU

*Université de Genève, Suisse*

## HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

### **Nikita Khrushchev.**

TAUBMAN, William (dir.). *New Haven, Yale University Press, 2000, viii - 391p.*

### **Nikita Khrushchev and the Creation of a Superpower.**

KHRUSHCHEV, Sergei N. *University Park, The Pennsylvania State University Press, 2000, xviii - 765p.*

Quelle personnalité complexe et contradictoire que celle de Nikita S. Khrushchev ?

Pourquoi, encore jeune, a-t-il été fasciné par la révolution et le communisme ? Quels furent ses objectifs et comment a-t-il essayé de les atteindre ? Qui furent ses alliés ? ses ennemis ? Pourquoi a-t-il voulu se démarquer de Staline, son complice pourtant durant les années des purges – comme le montre clairement Iurii Shapoval dans le tout premier chapitre intitulé « The Ukrainian Years » (pp. 8-43) –, et du stalinisme ? Quelle est la place de Khrushchev dans l'histoire de l'Union soviétique ? Enfin, la déconfiture de Khrushchev (comme celle de Gorbachev, d'ailleurs) soulève une question fondamentale : le communisme soviétique était-il réformable ? Telles sont, parmi d'autres, certaines des questions auxquelles s'efforce de répondre *Nikita Khrushchev*, une collection de treize articles écrits par des chercheurs de nationalités russe (la majorité), américaine et britannique,

qui ont pris avantage de l'ouverture récente de nouveaux dépôts d'archives, tant gouvernementales que du parti communiste.

S'il n'est pas nécessaire, en raison des trop nombreuses répétitions et de leur inégale qualité, de résumer chacune de ces contributions, les lecteurs de cette revue apprécieront sans doute davantage les chapitres suivants : le neuvième – « The Making of Soviet Foreign Policy » (pp. 209-241) – dans lequel Oleg Trojanovsky, ancien aide de Khrushchev et plus tard ambassadeur aux Nations Unies, en Chine et au Japon, soutient que la plus grande contribution de Khrushchev dans le domaine des relations internationales est qu'il a été bien conscient qu'une guerre nucléaire signifierait la destruction de la civilisation, « he tried to convert peaceful coexistence from a political slogan into practical policy » (p. 241) et le onzième – « The Case of Divided Germany, 1953-1964 » (pp. 275-300) – de l'archiviste Vladislav Zubok pour qui Khrushchev s'efforça, en vain en dépit de menaces et d'ultimata, de faire reconnaître par les puissances occidentales la division de l'Allemagne en deux États indépendants ; cet échec, doublé des fortes pressions exercées par les communistes est-allemands, le convainquirent de la nécessité d'ériger le mur de Berlin en 1961.

De mon point de vue, les deux derniers chapitres – « Khrushchev and Gorbachev : A Russian View » par G. Sakhnazarov (pp. 301-320) et « Khrushchev and Gorbachev : An American View » écrit par P. Reddaway (pp. 321-333) – présentent le plus grand intérêt. Sakhnazarov, ancien conseiller de Gorbachev, établit d'inté-